



Enfin, le président algérien Abdelaziz Bouteflika ne se présentera pas aux élections. C'est un triomphe, quoique partiel, de l'énorme mobilisation populaire de centaines de milliers d'Algériens qui sont descendus dans les rues des principales villes du pays le 22 février, en rejet de la candidature du dictateur. Bouteflika entend rester au pouvoir, ayant suspendu " sans date " la tenue des élections. Mais cette manœuvre n'a pas empêché la mobilisation révolutionnaire du peuple algérien. Le vendredi 15 mars, des millions de personnes sont descendues dans la rue en criant des slogans tels que "Système dégage ». « Le peuple arrive" ; "Vous prolongez le mandat, nous prolongeons le combat" ; "Ni Washington ni Paris. Nous sommes les seuls à élire le président ».

Bouteflika, 82 ans, est gravement malade. Il n'est plus apparu en public depuis 2014. Il est le chef du Front de libération nationale (FLN), qui gouverne le pays depuis son indépendance en 1962. Le régime est dirigé par une oligarchie qui s'est enrichie de revenus pétroliers qui représentent 97 % des exportations et elle a affamé la population à leur profit et des grands hommes d'affaires nationaux et étrangers. Cependant, avec la chute des prix du pétrole et la forte inflation, d'importantes mobilisations populaires ont eu lieu ces dernières années.

Depuis le 22 février, des centaines de milliers d'Algériens sont descendus à la rue dans tout le pays :à Tizi Ouzou, Bejaia, Oran, Annaba, Constantine et Sétif et surtout à Alger où les manifestations sont interdites depuis 2001. Au cours de la semaine suivante, les manifestations se sont poursuivies, notamment celles des avocats, des journalistes, des secteurs populaires et, en particulier, des jeunes et des étudiants. Les mobilisations, initialement spontanées, ont reçu le soutien de toute l'opposition mais l'UGTA (Union générale des travailleurs algériens), dirigée par une bureaucratie syndicale liée au régime, continue d'apporter son plein appui à

Bouteflika. Et il n'a pas encore appelé à une grève générale.

Les manifestants populaires ont rejeté non seulement le régime et sa soumission à l'impérialisme, mais ils ont aussi crié des slogans de justice sociale, de démocratie, de liberté et d'égalité. Les slogans les plus chantés ont été "Bouteflika, dégage", "Pouvoir assassin", "Le peuple veut la chute du régime", "Nous ne nous arrêterons pas".

Nous saluons, de l'Unité Internationale des Travailleurs – Quatrième Internationale (UIT-QI), le chemin parcouru par le peuple algérien dans le sillage du printemps arabe et nous apportons notre plein appui à sa lutte et à ses revendications démocratiques et sociales. Nous appelons à la solidarité internationale la plus large possible pour que la mobilisation populaire triomphe en jetant Bouteflika et son régime dehors, pour la pleine liberté du peuple, pour des élections libres et démocratiques et pour continuer la lutte pour que l'énorme richesse du pays soit au service de la classe ouvrière et du peuple.

Bouteflika, 82 ans, est gravement malade. Il n'est plus apparu en public depuis 2014. Il est le chef du Front de libération nationale (FLN), qui gouverne le pays depuis son indépendance en 1962. Le régime est dirigé par une oligarchie qui s'est enrichie de revenus pétroliers qui représentent 97 % des exportations et elle a affamé la population à leur profit et des grands hommes d'affaires nationaux et étrangers. Cependant, avec la chute des prix du pétrole et la forte inflation, d'importantes mobilisations populaires ont eu lieu ces dernières années.

Depuis le 22 février, des centaines de milliers d'Algériens sont descendus à la rue dans tout le pays : à Tizi Ouzou, Bejaia, Oran, Annaba, Constantine et Sétif et surtout à Alger où les manifestations sont interdites depuis 2001. Au cours de la semaine suivante, les manifestations se sont poursuivies, notamment celles des avocats, des journalistes, des secteurs populaires et, en particulier, des jeunes et des étudiants. Les mobilisations, initialement spontanées, ont reçu le soutien de toute l'opposition mais l'UGTA (Union générale des travailleurs algériens), dirigée par une bureaucratie syndicale liée au régime, continue d'apporter son plein appui à Bouteflika. Et il n'a pas encore appelé à une grève générale.

Les manifestants populaires ont rejeté non seulement le régime et sa soumission à l'impérialisme, mais ils ont aussi crié des slogans de justice sociale, de démocratie, de liberté et d'égalité. Les slogans les plus chantés ont été "Bouteflika, dégage", "Pouvoir assassin", "Le peuple veut la chute du régime", "Nous ne nous arrêterons pas".

Nous saluons, de l'Unité Internationale des Travailleurs – Quatrième Internationale (UIT-QI), le chemin parcouru par le peuple algérien dans le sillage du printemps arabe et nous apportons notre plein appui à sa lutte et à ses revendications démocratiques et sociales. Nous appelons à la solidarité internationale la plus large possible pour que la mobilisation populaire triomphe en jetant Bouteflika et son régime dehors, pour la pleine liberté du peuple, pour des élections libres et démocratiques et pour continuer la lutte pour que l'énorme richesse du pays soit au service de la classe ouvrière et du peuple.